

## Tunisie : Des partenaires stratégiques pour El Fouledh et la Stip. C'est Slim Fériani qui le dit



"Le ministère de l'Industrie et des PME est appelé à communiquer davantage pour une prise de conscience, quant à l'importance d'encourager le produit tunisien, notamment, industriel", a affirmé Slim Fériani, ministre de l'industrie et des PME, ajoutant que le message essentiel à retenir est qu'il faut mettre en exergue l'importance de valoriser le travail, préserver l'existant et renforcer les programmes déjà mis en place.

Dans une interview, accordée à l'Agence TAP, il a précisé que le ministère assume, en outre, un rôle de régulateur et de facilitateur. Concernant la privatisation des entreprises industrielles, le ministre a estimé que "cette question est secondaire et la priorité, aujourd'hui, est de relancer le dialogue avec toutes les parties pour aider ces fleurons de l'économie nationale à redresser leur situation", a-t-il assuré.

Le ministre n'a pas écarté le scénario du partenaire stratégique qui peut accroître la capacité de production et aider des entreprises publiques comme EL Fouledh (société Tunisienne de Sidérurgie) ou la STIP (Société tunisienne des industries pneumatiques), à faire face à leurs difficultés structurelles. S'agissant de la stratégie de son département, Fériani a évoqué l'amélioration du climat des affaires, la simplification des procédures administratives, la promotion des technopoles et le renforcement de la mise en place de programmes de coopération avec les bailleurs de fonds et les institutions internationales notamment la GIZ (Agence allemande de coopération internationale) et l'AFD (Agence française de développement).

Quelle évaluation faites-vous du paysage industriel tunisien ?

: Il y a des indicateurs positifs et nous travaillons de manière participative à les maintenir et les améliorer. Les premiers chiffres de 2018 sont encourageants. Les exportations des industries manufacturières ont progressé de plus de 31% en janvier 2018 et les exportations du secteur textile ont enregistré une hausse de plus de 25%.

Au niveau du ministère, notre approche vise à développer les industries traditionnellement présentes en Tunisie, comme le textile/habillement, l'agroalimentaire, en plus des secteurs innovants et à haute valeur ajoutée comme les industries mécaniques et aéronautiques, les composants automobiles et les industries pharmaceutiques. Pour atteindre cet objectif, le ministère a mis en place un plan d'action axé sur cinq points, à savoir le renforcement de la compétitivité, de l'innovation et le développement des nouvelles technologies, des investissements et l'appui aux entreprises.

### Quelles sont les principales entraves au développement des PME tunisiennes ?

Le financement reste la principale entrave au développement des PME tunisiennes qui jouent un rôle très important dans l'économie nationale.

Aujourd'hui, les banques sont les principales pourvoyeuses de financements pour le secteur industriel et les PME. Il y a une réelle volonté de changer cette situation en adoptant une approche créative et proactive qui permettra de mobiliser tout le potentiel de croissance des unités industrielles.

Notre conviction aujourd'hui, c'est qu'il faut laisser faire les entreprises, tout en assumant au niveau du gouvernement et de notre ministère, notre rôle de régulateur et facilitateur.

Je rappelle, dans ce cadre, que plusieurs dispositions législatives et fiscales qui ont été prises dans le cadre de la loi de finances 2018, visent justement à appuyer et accompagner les PME. Notre politique se base, également, sur l'encouragement des produits de financement alternatif. Sur ce point, je peux vous confirmer que nous sommes proches de la finalisation d'un projet de loi sur le Crowdfunding (financement participatif), qui peut apporter d'importantes sources de financement adaptées aux besoins des PME tunisiennes. Je suis très persuadé que le Private funding va instaurer la même dynamique créée par la microfinance, même pour les PME.

**A propos du financement, vous avez déjà annoncé qu'au cours des trois prochaines années, 400 millions de dinars seront alloués au soutien et à la restructuration des PME tunisiennes. Est-ce que vous avez élaboré une stratégie à cet effet et peut-on en connaître les grandes lignes ?**

Au niveau du gouvernement, nous sommes persuadés qu'avant de créer de nouvelles entreprises, il faut protéger et aider celles qui existent déjà, à se développer et à s'adapter aux changements. Et cette nouvelle ligne de crédit qui couvre la période 2018/2020 sera consacrée à la restructuration financière, l'appui et la relance des PME en difficulté conjoncturelle.



D'ailleurs, nous sommes actuellement en phase de finalisation du décret d'application et à partir du mois d'avril, des dizaines de PME tunisiennes pourront bénéficier d'une enveloppe de 100 millions de dinars (MD) prévue pour cette année. 150 MD seront mobilisés en 2019 et 150 MD en 2020. L'autre axe sur lequel nous sommes en train de travailler, porte sur le renforcement des programmes de coopération avec les bailleurs de fonds internationaux comme la GIZ et l'AFD.

D'ailleurs, nous avons récemment signé avec la GIZ, trois conventions qui s'inscrivent dans le cadre de la 2ème phase du programme "ISECO" (Initiative pour la stabilisation économique et l'emploi des jeunes).

Ce programme qui se poursuivra jusqu'à 2021, apportera l'appui technique à près de 500 jeunes entrepreneurs, outre l'accompagnement des PME durant la phase post-crédit et l'entrée en production de 150 nouvelles entreprises avant la fin 2021.

Il faut rappeler que la 1ère phase du programme (2015/2017), a permis de garantir un appui technique et financier au profit de 308 entrepreneurs dans 14 gouvernorats de l'intérieur, la création de 828 postes d'emploi et l'entrée en production de plus de 90 entreprises.

A la fin de ce programme, nos prévisions tablent sur la garantie d'un appui à 800 jeunes entrepreneurs, tout en favorisant l'entrée en production de plus de 240 entreprises et la création 2300 emplois à l'horizon 2021.

**Vous avez parlé d'une amélioration des indicateurs du secteur textile. Pouvez-vous confirmer cette reprise ? Et quelles en sont les raisons ?**

Effectivement, le secteur qui a traversé une crise très grave, au cours des sept dernières années, retrouve le chemin de la croissance et on peut même dire que la crise est derrière nous. En 2017, les investissements ont progressé de 60% et les exportations affichent une hausse de plus de 25%. La compétitivité du site tunisien s'est nettement améliorée pour plusieurs raisons, en partie, après la régression de la valeur du dinar, mais surtout grâce à la qualité de notre produit et donc il faut veiller à renforcer davantage les exportations de ce secteur.

Au niveau du ministère, nous nous employons à renforcer la capacité du secteur du textile qui emploie 140 mille personnes mais la problématique posée est l'absence de main d'œuvre en raison du manque d'adaptation de la formation aux besoins de ce marché.

Pour ce faire, nous travaillons de concert avec le ministère de la formation professionnelle et de l'emploi à répondre à cette demande et à lever les obstacles qu'affrontent les professionnels en matière de recrutement de main d'œuvre répondant à leurs besoins.

**Quels sont les secteurs les plus attractifs actuellement et est-ce qu'il y a une stratégie pour assurer plus de visibilité à des créneaux qui peuvent garantir une valeur ajoutée à l'économie nationale ?**

Outre les secteurs traditionnels, tels que le textile/habillement, le cuir et chaussures et l'agroalimentaire, notre objectif est de booster les secteurs des composants automobiles, l'aéronautique, les industries pharmaceutiques et l'industrie militaire.

La Tunisie s'est imposée, aujourd'hui, en tant que site fidèle en termes de qualité, compétitivité et en termes de prix attractifs à part bien sûr le capital humain et c'est pour cette raison que je dis toujours que les investisseurs étrangers déjà présents en Tunisie constituent la meilleure publicité pour promouvoir l'image du pays en tant que site attractif, notamment dans les secteurs industriels de pointe

Au niveau du secteur des composants automobiles, nous sommes le 2ème exportateur vers l'Europe et nous avons encore un important potentiel dans ce secteur. Rien qu'en 2018, les sociétés Léoni et Draxlmaier par exemple, comptent recruter entre mille et deux mille personnes.

Ces deux sociétés prévoient de continuer sur cette lancée au cours des prochaines années car la croissance économique reprend en Europe. Le montage automobile est un autre secteur prometteur pour la Tunisie où 45 marques internationales sont déjà vendues. Si 10 d'entre elles investissent dans des projets de montage en Tunisie c'est une vraie dynamique qui va se créer.

**Qu'envisagez-vous de faire pour redresser la situation des entreprises publiques sous la tutelle de votre département ?**

La situation de ces entreprises est problématique, puisqu'elles font face à des conflits qui freinent leur production. Dans les jours et les semaines à venir, le gouvernement dévoilera un programme visant la restructuration de la situation financière de ces entreprises afin de garantir leur pérennité, parce qu'en les lâchant c'est le commerce parallèle qu'on encourage ainsi que l'importation officielle qui nous coûte des milliards en devises.

**Donc, la question de la privatisation de ces sociétés n'est pas envisageable actuellement ?**

Je dirais que la privatisation de ces sociétés est une question secondaire, il faut relancer le dialogue avec l'appui du syndicat des travailleurs et de la centrale patronale sur l'éventualité de trouver un partenaire stratégique qui peut les aider à redresser leur situation.

D'ailleurs, la politique du dialogue entre notre département, celui des affaires sociales, l'UGTT et l'UTICA a permis la reprise des activités de la Société tuniso-andalouse de ciment blanc (SOTACIB), qui a le monopole de la production en Tunisie et de la STIP (Société tunisienne des industries pneumatiques). La question d'attirer un investisseur stratégique se pose avec El Fouledh et nous allons l'examiner une deuxième fois avec l'UGTT pour trouver une solution structurelle à cette entreprise.

**Source : African Manager**